

1985, chapitre 40

**LOI SUR LA PÉRIODE DE TRANSMISSION
DES PROPOSITIONS SALARIALES DANS LES
SECTEURS DE L'ÉDUCATION, DES AFFAIRES
SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

Projet de loi 4

présenté par M. Paul Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du trésor

Présenté le 19 décembre 1985

Principe adopté le 19 décembre 1985

Adopté le 19 décembre 1985

Sanctionné le 19 décembre 1985

Entrée en vigueur: le 19 décembre 1985

Loi modifiée: Aucune





CHAPITRE 40

Loi sur la période de transmission des propositions salariales dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et de la fonction publique

[Sanctionnée le 19 décembre 1985]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Propositions
salariales

1. Les parties aux conventions collectives en vigueur le 19 décembre 1985 qui sont visées par les chapitres III et V de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (1985, chapitre 12) peuvent transmettre leurs propositions sur les salaires et échelles de salaires malgré l'expiration du délai prévu au paragraphe 4 de l'article 111.8 du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27).

Délai

Les parties doivent toutefois transmettre ces propositions avant le 1^{er} mars 1986.

Effet
rétroactif

2. Les articles 111.0.12, 111.10 à 111.10.8 et 111.12 à 111.14 du Code du travail tels qu'édictees par les articles 86, 89 et 91 de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic sont en vigueur depuis le 19 juin 1985 et ont effet depuis cette date.

Entrée en
vigueur

3. La présente loi entre en vigueur le 19 décembre 1985.